

Un pouvoir qui broie ses opposants

Il faut sauver Alexeï Navalny

Véronique Nahoum-Grappe et Bernard Wach

Cet article, écrit en 2021 au moment de l'arrestation d'Alexeï Navalny à son retour en Russie, pour s'inquiéter du danger qu'il courait, revenait aussi en détail sur les crimes du pouvoir russe contre ses opposants. Ces vingt ans de criminalité politique témoignent d'un principe de haine acharnée contre la démocratie et l'État de droit.

« *Si on l'avait voulu, l'affaire aurait été menée à son terme* ». Lors de sa conférence de presse du 17 décembre 2020, Poutine récuse ainsi les accusations d'empoisonnement d'Alexeï Navalny (20 août 2020). Sur un ton de dérision pétrie de sous-entendus venimeux - un choix de style délibéré et efficace de la rhétorique actuelle du pouvoir en Russie - ce dirigeant d'un grand pays prononce une drôle de phrase : dans la négation même de la tentative d'assassinat, il fait l'aveu de la fierté du crime quand il est réussi ! Ce sont des mots pleins de menaces, et forts de cette majesté que donne l'impunité accordée aux assassinats bien faits. De ces phrases que prononcent les grands maffieux pour laisser entendre que l'habitude de la mise à mort d'autrui en toute impunité constitue leur forme de vie habituelle. Ce qui est, très exactement, la vérité ici. Au moment où Alexeï Navalny, dernière victime de Vladimir Poutine est en grand danger, un bref rappel des

assassinats connus du pouvoir russe contre ses opposants et la démocratie s'impose. Il ne s'agit que de la pointe de l'iceberg : combien de victimes dont la mort fut aussi invisible que la vie ?

On sous-estime toujours les grands criminels politiques car leurs derniers méfaits font oublier la longue série qui les précède.

Avant cette liste, il faut rapidement évoquer la lourde bibliographie concernant l'histoire du rôle de la Russie sur la scène internationale depuis vingt ans : un pouvoir assis sur la seconde guerre de Tchétchénie (26 août 1999 - 6 février 2000), une guerre sanglante marquée par les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, qui finit par mettre en place un régime de dictature fanatique et grotesque, soumis au Kremlin. Une guerre qui fut déclenchée par des attentats meurtriers à Moscou, où le rôle du FSB fut très tôt dénoncé dans les enquêtes courageuses de la regrettée Anna Politovskaïa. À partir de là, il faudrait ouvrir l'éventail de la diversité des atteintes aux droits des populations civiles dans le monde dont ce pouvoir est responsable, comme la liste effrayante de ses veto à l'ONU, sauvant des régimes assassins de leurs populations tels que le régime syrien. Il faudrait aussi compter ces manœuvres obliques innombrables et de plus en plus dévoilées maintenant, où de sinistres milices clandestines font de sales coups dans l'ombre des guerres d'autrui ; où, dans un autre registre, des armées de hackers sont à l'œuvre pour tordre le réel des faits sur les terrains où elles déferlent. Tout cela formant un halo méphitique autour d'actions militaires totalement hors des clous du droit international, actions de prédation là où ce pouvoir pense être dans son pré carré. La stratégie poutinienne au long terme n'est-elle qu'un rêve de retour quasi nostalgique aux frontières de l'empire russe, tsariste ou stalinien ? Pour Marie Mendras, le « système Poutine », peu nostalgique, doit être défini aussi par l'écrasement systémique de tout État de droit au sein de l'espace national. Une foule de manifestants, pacifiques et sans armes, occupant les rues pour revendiquer un État de droit, voilà le pire ennemi du « système Poutine ».

On sous-estime toujours les grands criminels politiques car leurs derniers méfaits font oublier la longue série qui les précède. Ici on ne propose que la liste des crimes avérés, connus mais oubliés. Elle laisse de côté les manœuvres policières et tout un style de répression, comme les passages à tabac par la police ou des groupes nationalistes encouragés par des dénonciations virulentes dans la presse officielle, les menaces permanentes sur les militants, les procès grotesques contre eux, la diffusion aux journaux télévisés de films concernant la sexualité des ennemis politiques, l'instrumentalisation obscène du juridique multipliant les harcèlements policiers, les mises au chômage arbitraires, etc. Ces pratiques concernent tous les militants : syndicaux, écologistes, membres des ONG humanitaires, les artistes, journalistes et avocats qui dénoncent les abus de pouvoir, les crimes, la corruption et les comportements mafieux à tous les étages de la société.

Cette phase de la criminalité d'État post-communiste russe commence avec la seconde intervention militaire en Tchétchénie en septembre 1999, quand Poutine, chef du FSB depuis deux ans, devient premier ministre de Boris Elstine, qui démissionne fin décembre. Poutine est président par intérim, puis président élu avec 52% des voix le 26 mars 2000. En 2021, les manipulations des règles et lois constitutionnelles lui permettraient de rester au pouvoir jusqu'en 2036.

Avril 2003 – Assassinat par balles du député et président du parti Russie Libérale Sergueï Iouchenkov.

2004 – Empoisonnement du candidat ukrainien Viktor Iouchtchenko à la dioxine, probablement par les services russes et ukrainiens.

Octobre 2006 – Assassinat par balles de la journaliste Anna Politkovskaïa. Elle travaillait pour le journal *Novaïa Gazeta* et enquêtait sur la violation des droits de l'homme par l'armée russe en Tchétchénie et sur l'attentat tchétchène à Moscou. Elle avait été victime d'une tentative d'empoisonnement deux ans plus tôt.

Novembre 2006 – Empoisonnement au Polonium à Londres de l'ancien espion Alexandre Litvinenko.

Janvier 2009 – Assassinat par balles de Anastasia Baburova, journaliste écologiste à *Novaïa Gazeta*, et de Stanislav Markelov, avocat d'un jeune Tchétchène enlevé et torturé par un général russe et avocat de Anna Politkovskaïa, et de Mikhaïl Beketov, écologiste et rédacteur en chef de

Khimkinskaya Pravda, enquêtant sur des faits de corruption, tabassé et invalide depuis son passage à tabac en 2008.

Juillet 2009 – Assassinat par balles à Grozny de la journaliste Natalia Estemirova, membre de l'ONG Memorial. Elle enquêtait sur les crimes de l'armée russe en Tchétchénie et elle avait travaillé avec Anna Politkovskaïa et Stanislav Markelov (crime imputé à Ramzan Kadyrov, l'homme de Poutine en Tchétchénie)

Novembre 2009 – Mort en prison de Sergueï Magnitski. Emprisonné, privé de soin pour des calculs rénaux, il a été battu à mort. Il était un des avocats du fonds Hermitage Capital, confisqué par les mafieux du régime, dont il avait dénoncé la corruption.

2012 – Forte suspicion d'empoisonnement au gelsemium d'Alexander Perepilichny, homme d'affaires russe exilé en Grande-Bretagne et lanceur d'alerte. Le gouvernement britannique nie mais des enquêtes indépendantes auprès de la police et des services secrets confirment l'empoisonnement.

Mars 2013 – Assassinat par strangulation et pendaison de l'oligarque Boris Berezovski à Londres.

Juillet 2014 – Empoisonnement de Timur Kuashev, journaliste et défenseur des droits de l'homme à Naltchik.

Février 2015 – Assassinat par balles à Moscou de l'opposant Boris Nemtsov, membre de Open Russia, créé par l'ancien oligarque Mikhail Khodorkovsky.

Mars 2015 – Assassinat de Ruslan Magomedragimov, autonomiste Lezgin du mouvement Sadval, à Kaspiisk au Daghestan, probablement par la même équipe du FSB qui a empoisonné Navalny. Le dirigeant de Sadval est assassiné à l'arme blanche un an plus tard.

Mai 2015 – Empoisonnement du journaliste Vladimir Kara-Murza, opposant, membre de Open Russia, qui survit à l'empoisonnement.

Février 2017 – Nouvel empoisonnement du journaliste Vladimir Kara-Murza, qui survit.

Mars 2018 – Tentative de meurtre par empoisonnement de l'agent double Sergueï Skrypal et de sa fille à Salisbury (Grande-Bretagne) par deux agents de la sécurité militaire russe.

Avril 2019 – Tentative de meurtre par empoisonnement de l'écrivain Dmitry Bykov, qui affirmera par la suite que c'est un accident.

Août 2019 – Assassinat par balle à Berlin d'un Géorgien d'origine Tchétchène Tornike Kavtarashvili par un agent russe arrêté peu après.

Août 2020 – Empoisonnement de l'opposant Alexeï Navalny, qui survit et est condamné à son retour de convalescence à deux ans de prison ferme pour violation du contrôle judiciaire après une condamnation en 2014.

La répression sans limite de l'opposition continue jusqu'à aujourd'hui, quand Alexeï Navalny est emprisonné après être rentré en Russie malgré les risques, pour continuer à mobiliser l'opposition au régime. Il est malade et reste à la merci du régime, quand bien même il a arrêté sa grève de la faim. Le monde accompagne sa mise à mort programmée, quels que soient les aleas et les retournements de situation dont il faudra faire l'histoire. La décapitation du mouvement social qui le soutient est en cours : le 19 avril, le Kremlin a déclaré comme « terroristes et extrémistes » toutes les associations, institutions et partis qui soutiennent Navalny, ce qui permettra de leurs faire d'iniques procès et d'incarcérer nombre de militants et sympathisants.

Comme sous le régime soviétique et pour plus de quinze ans encore, la Russie broie son opposition qui, elle, ne renonce pas, même minoritaire, avec un courage qui force l'admiration. Il y a eu environ 1800 arrestations lors des manifestations du 21 avril 2021. Pour cela, l'opposition démocratique en Russie mérite tout le soutien possible. Mais autre chose se dégage de toute cette criminalité politique depuis vingt ans, comme son arôme de réduction, son principe essentiel : une haine féroce et acharnée contre le moindre signe de fonctionnement social un tant soit peu démocratique. Cette haine est fondée sur une culture maffieuse qui pose comme source de mâle fierté la violence politique ; et c'est cette culture qui, confondant l'impunité de fait avec la preuve de sa légitimité, permet dans ses guerres sales comme en Tchétchénie et Syrie, l'usage des pires crimes contre l'humanité comme tactique délibérée et normale. Cette haine politique, croissante avec le succès et l'impunité, produit un inassouvissement exponentiel, ce qu'illustre souvent l'histoire des pouvoirs absolus, que les tyrans vieillissants ne peuvent plus imaginer lâcher. Et ils finissent toujours, comme ils ont commencé, par menacer les frontières d'autrui. C'est donc aussi l'avenir de l'Europe qui est en jeu, et qui commande de tout tenter pour sauver Navalny.